

Les dirigeants autoritaires ne sont pas aussi puissants qu'ils en ont l'air

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

En juillet, une fuite est apparue dans la presse internationale : un document du Kremlin suggérant que le président russe Vladimir Poutine avait personnellement ordonné aux autorités russes de s'ingérer dans l'élection présidentielle américaine de 2016. À bien des égards, cela ne nous a rien appris de nouveau. Le rapport Mueller et les agences de renseignement américaines avaient déjà fourni des preuves à ce sujet. Cependant, cela a révélé quelque chose d'extrêmement rare : une fuite au sein du Kremlin. Et si personne ne peut être certain de l'identité de l'auteur de ce document, il est clair que le Kremlin en a profité pour affirmer – une fois de plus – à quel point Poutine était audacieux pour tenter d'influencer les résultats des élections présidentielles de l'une des démocraties les plus développées du monde.

Alexei Navalny, prisonnier politique russe et leader de l'opposition, comprend très bien le calcul du Kremlin. En 2019, il disait en plaisantant au *Financial Times* : "Vous pouvez dépenser 500 000 dollars en publicités Facebook et... tout l'establishment d'un énorme pays occidental parlera d'ingérence, même si son effet réel est risible. Les investissements sont minimes, mais ils vous donnent les premières pages et le pouvoir." Selon lui, la plus grande réussite des efforts d'ingérence en ligne du Kremlin a été de faire croire aux gens qu'il pouvait manipuler l'Occident – indépendamment de sa capacité réelle à le faire.

Une fausse perception

L'ordre géopolitique est clairement en train d'évoluer, et les perceptions changent plus vite que la réalité. Au cours des dernières années, les dirigeants autoritaires ont réussi à exagérer leur rôle dans les affaires des autres pays de manière incomparablement plus efficace que leurs rivaux libéraux-démocrates. Il s'agit souvent d'un sous-produit ou d'une

composante du "sharp power" (pouvoir tranchant), qui perce et déforme les environnements d'information des pays ciblés, souvent pour faire passer l'autoritarisme avant la démocratie. Ces efforts créent une impression d'omnipotence autoritaire, alors qu'en réalité, ces gouvernements sont tout sauf omniscients.

Comment la perception du public est-elle devenue si déformée ? Prenez la pandémie de Covid-19. Selon un rapport du Global Engagement Center, le chœur composé par la Chine, l'Iran et la Russie a mis en contraste la gestion prétendument efficace de la pandémie par la Chine autoritaire à la catastrophe survenue aux États-Unis démocratiques. Pourtant, Pékin a dissimulé des informations pour créer une impression trompeuse de succès contre le virus. Les images d'un super-hôpital de Wuhan prétendument construit en seize heures ont été largement diffusées en ligne, bien que les "fact checkers" aient révélé que cette histoire était un mythe. De même, la propagande de Moscou a fait l'éloge de la Russie pour ses avancées telles que le vaccin Sputnik. Alors que la Russie se présente comme le sauveur du monde, son système de santé s'effondre sous l'effet de l'augmentation des taux de mortalité. Les politiques d'information autoritari-

res ne se limitent pas à des fabrications de toutes pièces. En effet, la Chine a envoyé des masques et des respirateurs à d'autres pays et des professionnels de santé russes se sont rendus en Italie. Mais l'impact a été grossièrement exagéré par les pouvoirs autoritaires eux-mêmes et dans la perception du public européen.

Un honnête ami ?

Dans les neuf pays dans lesquels le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) a mené une enquête, des majorités relatives de personnes étaient d'accord pour dire que l'UE avait été "incompétente pendant la pandémie". En Italie, 25% des personnes interrogées ont désigné la Chine comme leur allié le plus utile dans la crise, tandis que 4% seulement ont désigné l'UE. Mais quantitativement, les efforts de Pékin et de Moscou font pâle figure face à l'aide de Bruxelles : le fonds de relance Covid-19 de l'UE a fourni 27 milliards à l'Italie.

De même, avec des inves-

tissements modestes dans des secteurs clés, les pays autoritaires gonflent leur importance économique et corrodent le cadre institutionnel de la démocratie. En Serbie, par exemple, 40% des personnes interrogées dans le cadre d'un autre sondage ont déclaré que Pékin était la principale source d'aide de leur pays. Le principal donateur réel — l'UE — a versé 1,8 milliard d'euros en 2020, tandis que la Chine n'a donné que 6,6 millions d'euros sur les 56 millions qu'elle avait promis. Pourtant, le président serbe a qualifié Pékin d'"ami le plus honnête et le plus digne de

